

« Mon gouvernement, c'est l'action, les actes, les faits »

- « Homme de l'année » pour la rédaction du « Soir », Charles Michel décode 2015, de « Charlie hebdo » au FN de Le Pen, du Bataclan au tax shift...
- Leçons, enseignements et vœux 2016.
- Entretien.

Ceci couronne notre Top 100 des personnalités les plus en vue, établi après un vote de la rédaction du *Soir* : Charles Michel se détache, devant le peuple de Molenbeek, et Stromae. En Flandre, le même arrive en deuxième position dans une enquête livrée par *Het laatste Nieuws*, derrière Bart De Wever, tout près du leader nationaliste. Il est l'homme de

l'année. Le libéral-réformateur avait viré en tête fin 2014 déjà dans notre classement, après avoir installé sa suédoise que l'on croyait « kamikaze ». Au terme d'une année de plomb, celle aussi d'un vrai-faux bras de fer avec des syndicats désemparés face au train fédéral qui file, le Premier remet en perspective... 2016, le voilà ! ■

D.CI

ANALYSE

Du libéralisme social au... « libéralisme éclairé »

Les actes, l'action, les faits... Parcourant avec nous l'année 2015, Charles Michel motive de cette façon, avec application, son engagement au « Seize ». C'est habile et c'est juste. Habile, parce qu'il y a là une forme d'évitement : exalter l'action comme il le fait, cela permet de se poser au-dessus des clichés, de liquider d'un bon coup les interrogations ayant trait à la substance et les inclinations politico-idéologiques d'une coalition inédite, comme on le sait, qui fait la part belle aux partis flamands, héberge la N-VA, imprime l'option libérale dans le domaine socio-économique. C'est habile, c'est juste aussi, disait-on : car 2015 a, d'une part, et quoi qu'on en pense au fond, vu filer le train des réformes (des pensions au tax shift), et, de l'autre, contrainant l'exécutif à s'engager vite et fort dans une lutte antiterroriste éprouvante. Homme de l'année en 2014 parce qu'il entrait dans l'histoire en « osant » la suédoise MR/N-VA/CD&V/VLD, Charles Michel l'est en 2015 comme protagoniste. Des actes, de l'action, des faits. Chacun jugera. Et chacun aura compris que le même ne compte pas en rester là...

Car Charles Michel est tenté maintenant de qualifier idéologiquement son engagement... A savoir : Louis Michel, avec Richard Miller, avait lancé le concept de « libéralisme social » il y a quinze ans, Charles Michel voudrait, lui, nous confie-t-il, théoriser ce qu'il appelle(ra) le « libéralisme éclairé ». C'est nouveau, ça va sortir, « il faudrait que je trouve le temps d'écrire un livre, ce sera le sujet, j'y pense ». Lisez : j'agis. A nous entendre...

DAVID COPPI

MARS

Le black-out évité

« Climat comme Sécu : je plaide la solidarité interpersonnelle »

Avec le recul, les considérations sur le risque d'un « black-out » électrique, on se dit que c'était du discours...

Allons ! Les rapports d'experts le disent, les deux derniers hivers, nous avons été confrontés à des risques de black-out, ce qui aurait été une catastrophe pour notre économie et la crédibilité de la Belgique : j'imagine l'ironie dans le *Financial Times* ! Le coût de l'énergie et la disponibilité de l'énergie sont des facteurs conditionnant la compétitivité de notre économie, le gouvernement ne l'oublie pas.

Tout de même, la prolongation du nucléaire, n'est-ce pas une décision politique, quasi idéologique ?

Pragmatique ! En réalité, nous poursuivons deux grands objectifs : la sécurité d'approvisionnement, la transition écologique. Dans l'opposition, certains partis sont prêts à considérer que le second objectif est plus important que le premier, et que l'on peut prendre le risque de négliger celui-ci. Ce n'est pas mon option. La mesure de renouvellement des centrales, jusqu'en 2025, assure la sécurité d'approvisionnement, Electrabel-Engie va mobiliser des

JANVIER

Charlie Hebdo

« Nous avons pris nos responsabilités, vite, fort »

L'attentat à « Charlie Hebdo », le 7 janvier, modifie la législation : vouée au socio-économique, elle devient sécuritaire. Dans ma première interview comme Premier ministre, au *Soir*, j'avais indiqué trois grandes priorités : l'emploi, les réformes, la sécurité. Ces trois points composent l'accord de gouvernement d'octobre 2014. Qui posait donc un accent fort sur la sécurité. Et heureusement, car dès janvier, avec Charlie Hebdo puis la tentative d'attentat à Verviers, j'ai pu accélérer la mise en œuvre des douze mesures prévues déjà, appliquées en l'espace de quelques mois.

Vous êtes au Seize depuis deux mois, et vous avez à « comprendre » ce que « Charlie Hebdo » signifie, à assumer très vite une opération antiterroriste sur le sol belge, à Verviers, le 15 janvier... Une épreuve personnelle et politique... Comme tout être humain, je suis choqué par la tragédie à Charlie Hebdo, et très vite, comme Premier ministre, je comprends que ce n'est pas seulement une attaque contre des vies humaines mais contre des valeurs, un modèle de société, la démocratie. Pour le reste, on me reconnaît des qualités de sang-froid, des capacités à rester rationnel à des moments où il y a de l'émotion, et j'ai montré que l'on pouvait prendre des décisions très vite. A quel moment comprendra-t-on que le terrorisme change de stratégie, entre la cible « Charlie Hebdo » et l'attentat du 13 novembre ?

Un peu avant l'été 2015, les chefs de gouvernement européens avaient été informés, par les services de sécurité, d'une évolution de la stratégie de l'Etat islamique, et ce qui se produira à Paris était ce que nous redoutions tous. On passait des attentats ciblés contre des catégories de la population, la communauté juive, des policiers, des militaires, des caricaturistes, à des attentats généralisés. Un même mal, deux stratégies. Nous devons en tenir compte désormais.

Tout cela va propulser spectaculairement les ministres N-VA au-devant de la scène, qui ont les départements d'autorité, à commencer par Jan Jambon à l'Intérieur. Votre sentiment ? C'est une nouvelle coalition, inédite, nous avons directement été confrontés à des situations de crise hors normes, Charlie Hebdo, Verviers, Paris, le niveau 4 à Bruxelles, et qu'on aime ou qu'on n'aime pas ce gouvernement, chacun reconnaîtra qu'on a agi vite, que nous avons pris nos responsabilités à tout instant. Je n'ai jamais douté des ministres N-VA, j'ai formé ce gouvernement en étant totalement convaincu qu'on était opérationnel pour les trois priorités imposées.

D.CI

FEVRIER

SwissLeaks

« Belgique, à l'avant-garde contre la spéculation »

Le « SwissLeaks » et les révélations sur un système international de fraude fiscale secouent l'opinion en février, mais les politiques ne suivront pas. On n'a pas fait grand-chose.

Je ne suis pas du tout d'accord. Il est vrai que l'actu a porté très vite sur d'autres enjeux, je pense au terrorisme, aux réfugiés, et l'on a donné peu de place dans les médias à la manière dont l'Europe réagissait, à commencer par une directive sur la transparence en matière fiscale, dans les semaines qui ont suivi les révélations. En Belgique, avant même le *SwissLeaks*, on avait projeté une taxe Caiman contre les montages financiers. Plus fondamentalement, notre génération politique est confrontée à la situation suivante : autrefois, on a tenté à juste titre de mettre en place des règles visant à éviter la double imposition pour les entreprises et les investisseurs, ce qui était nécessaire pour créer de la prospérité, de l'emploi, produire du bien-être collectif. Mais voilà : des sociétés internationales utilisent ces mêmes règles pour ne plus payer d'impôts du tout. Il faut changer cela. Je suis un chaud partisan de la convergence fiscale à l'échelle européenne, c'est la condition de la transparence.

En attendant, la taxe Tobin sur les transactions spéculatives ne voit pas le jour. Quid de la Belgique dans ce surplage européen ?

Là, je veux tordre le cou à un canard ! La Belgique fait partie du groupe restreint de pays européens qui veulent aller plus vite, on appelle ça les « coopérations renforcées », le même mécanisme qui avait permis de créer jadis la zone euro. Donc, un groupe de pays dit : Il faut aller plus vite, et la Belgique en est... On ne peut être plus clair ! J'ajoute que dans notre opération tax shift, on a taxé la spéculation, élevé le précompte mobilier de 25 % à 27 %, ce qui touche directement le capital, on a lancé la taxe Caiman... Non, en réalité, la Belgique est à l'avant-garde en Europe dans la lutte contre la spéculation.

La philosophie libérale s'en accommode ? Pourquoi pas un impôt sur la fortune ?

La philosophie du gouvernement est de soutenir les investissements, ce qui cadre parfaitement avec la lutte contre la spéculation. Au contraire, une fiscalité qui ferait fuir les investissements, quelle idiotie ce serait ! On a besoin de mobiliser les capitaux pour soutenir l'économie réelle, donc créer de l'emploi, c'est toute notre philosophie.

D.CI

moyens importants, mais maintenant, plus généralement, on est bien en place pour l'étape suivante : négocier un pacte énergétique avec et entre les Régions, j'espère que l'on pourra y arriver en 2016.

C'est ce qui devrait compléter notre engagement dans la COP 21 et l'accord de décembre. La Flandre a bloqué, mais vous avez précisé que la Wallonie freine tout autant. Vous maintenez ?

Oui. Au fait, de la même manière que je plaide pour le maintien de la solidarité interpersonnelle pour ce qui concerne la sécurité sociale, je plaide pour une solidarité totale pour le climat, les énergies renouvelables, qui doit traverser la frontière linguistique. Le gouvernement wallon cale. Flandre et Wallonie ont dit non aux différentes propositions de compromis. Elles se sont dit mutuellement non. On a progressé, on a fait un pas dans la bonne direction, mais tout n'est pas résolu.

Quant à la COP 21 à Paris, c'est un grand accord, mais qui n'est pas contraignant. Comment le qualifieriez-vous ?

C'est un pas en avant pour l'humanité, mais il y a un travail gigantesque à faire par les Etats, les entreprises, pour traduire l'accord dans la réalité. Le risque majeur pour les générations à venir, nos enfants, on exagère ? Vous êtes un peu sceptique ou totalement convaincu ?

Totalement convaincu ! Comme ministre de la Coopération il y a quelques années, j'ai pu constater, par exemple, combien les effets du changement climatique avaient un impact désastreux en Afrique, où des sécheresses provoquent de grands mouvements de population, ce qui crée des tensions, des conflits en chaîne. Je prends cela très au sérieux. Je parle d'un indispensable « pas en avant pour l'humanité », cela me paraît clair.

D.CI

AVRIL

Le printemps social

« *On ne dialogue pas sous le couperet de la menace de grève* »

Avril 2015, on parle de « printemps social »... En réalité, les organisations syndicales ne seront pas bien remuantes ces douze derniers mois, la suédoise les a... « maîtrisées » ? Je n'utiliserai pas ce mot ! Il y a la perception et la réalité : en un an, nous avons conclu énormément d'accords sociaux, plus que sous la précédente législature, sur des sujets compliqués, comme la marge salariale, les sorties anticipées du marché du travail, la réintégration des travailleurs malades, le chômage temporaire, etc. La relation entre partenaires sociaux d'une part - au sein du groupe des dix - et avec le gouvernement de l'autre, cela représente un triangle amoureux un peu complexe. Je me suis impliqué personnellement. Officiellement, mais aussi dans des contacts informels. Et je dis que la concertation sociale a bien fonctionné en 2015. Soit, mais on est sur le registre de l'amendement, de la correction... Pour l'essentiel, les syndicats voient passer le train fédéral des réformes.

Il y a la démocratie politique et la démocratie sociale : ici, on décide des réformes ; là, on décide des modalités dans la mise en œuvre. Les deux se complètent.

Reste qu'en cette fin d'année, le spectre d'une épreuve sociale pure et dure se reprofile, avec les grèves à la SNCB en janvier, 2016, le retour du conflit ?

Si certains veulent l'épreuve de force, c'est leur choix. Le gouvernement fédéral, lui, envoie des médiateurs. Avec un principe de base : on ne dialogue pas sous le couperet de la menace de grève. La tradition de la concertation sociale veut cela. Je réédite solennellement mon appel au sang-froid, à la responsabilité, il n'est pas trop tard.

D.CI

MAI

Le voyage au Japon

« *La croissance qualitative, comme Amartya Sen* »

Vous attachez beaucoup d'importance à votre voyage au Japon en mai dernier, où vous vous êtes rendu en « représentant de commerce »... Un petit pays comme la Belgique a besoin d'un ancrage international : notre histoire, notre situation géographique le montrent. La majeure part de notre richesse nationale provient de nos exportations, et ce n'est pas par hasard que l'on a choisi le Japon, pays clé pour notre développement. De nombreuses entreprises japonaises opèrent en Belgique, et nous voulions montrer combien nos réformes, initiées en 2015, peuvent être attractives pour les investisseurs. Du reste, nous avons conclu un demi-milliard d'euros d'investissements en trois jours... Comme Premier ministre, oui, je suis le premier représentant de commerce de la Belgique à l'étranger.

Car il faut aller chercher la croissance où elle se trouve, je n'ai pas l'intention de regarder le ciel en attendant que ça se passe, ce n'est pas du tout mon style, vous l'aurez constaté.

« Aller chercher la croissance », dites-vous... On est loin des analyses selon lesquelles elle appartient au passé. Bon, vous n'êtes pas un adepte de la décroissance...

Je suis adepte de l'économiste et écrivain Amartya Sen, qui vise la croissance qualitative, pas seulement la croissance quantitative à laquelle vous faites allusion. Avec les réformes engagées cette année, et celles qui viendront, je soutiens que le paiement des pensions, l'accessibilité des soins de santé pour tous seront garantis, et c'est là autant de façons, parmi d'autres, de garantir la croissance qualitative. La décroissance, elle, ne serait qu'un pas en arrière sur les deux tableaux, quantitatif et qualitatif.

D.CI

JUIN

La pension à 67 ans

« *Revenir en arrière ? Marine Le Pen dit cela...* »

Le projet gouvernemental de réforme des pensions et d'allongement des carrières atterrit au parlement fédéral début juin. On va droit vers la pension à 67 ans, mesure forte et emblématique de la suédoise, mesure contestée aussi, qui atteint la population...

Il était plus facile pour moi de mentir, de faire croire que l'on pouvait continuer à vivre plus longtemps sans adapter la durée des carrières... Si on ne réforme pas le système de financement des retraites, nos générations, la nôtre et nos enfants, iront vers un crash. Michel Daerden, un socialiste, avait dit ça bien avant moi, et j'ai été très impressionné par le rapport de la commission d'experts en 2014, dont Frank Vandembroucke faisait partie, qui ouvrait cette option. Oui, il faut dire la vérité, donc, notamment, rétrécir les conditions dans lesquelles on peut quitter anticipativement le marché du travail - le gouvernement précédent avait entamé les réformes à cet égard -, et programmer le recul de l'âge de la pension, à 67 ans en 2030, dans 15 ans donc, ce qui permet à chacun de pouvoir s'adapter. Cela aurait été plus facile de ne rien dire et rien faire ? La réforme n'est pas populaire ? A court terme sans doute, c'est tout.

Certains - Elio Di Rupo s'est avancé parmi les présidents de parti - disent qu'il faudra annuler la réforme, revenir en arrière, ramener la pension à 65 ans.

Je leur laisse la responsabilité de leurs propos. Voyez la carte européenne : il y a partout un devoir de vérité. En France, c'est Marine Le Pen qui fait croire que l'on pourrait revenir en arrière, et anticiper l'âge du départ en pension, elle est très isolée, heureusement...

Pour garantir le financement des pensions à l'avenir, pourquoi pas des « financements alternatifs » ? On y travaille, il y a notamment des « dotations d'équilibre », qui proviennent du budget, mais le vrai grand débat ne regarde pas seulement les pensions, il a trait au vieillissement de la population et à ses conséquences sur notre système social, et là, j'ai décidé d'agir : alléger les charges sur le travail, cela permet de soutenir la création d'emplois, et c'est la clé évidemment. On peut réinventer l'eau tiède, mais la solution, la réelle solution, elle est là. Le chômage est notre point faible. Pour l'avenir, mais aussi au présent : des familles désespérées, la peur de perdre son emploi, les jeunes qui quittent l'école et se sentent perdus...

Ici, je reviens à l'idée du « financement alternatif » : pour alléger les charges sur le travail, il faut trouver d'autres sources de revenus en compensation, via le capital, via la lutte contre la spéculation, et nous travaillons dans ce sens, voyez notre tax shift (lire en point 9). Evidemment, il y a un fossé idéologique avec ceux qui sont prêts à viser le capital en mettant en péril les investissements ! Moi, je veux rester positif pour l'économie et pour l'emploi. L'efficacité, les actes, les faits, toujours.

D.CI

JUILLET

La crise grecque

« *Préoccupation consolider la zone euro* »

En ramenant la Grèce à la « raison », on a aussi donné un grand coup sur la tête de l'« alternative à gauche », celle que prétendait, à tort ou à raison, incarner Alexis Tsipras. On voulait éviter la contagion. D'accord ?

Non. Il fallait concilier deux facettes de la démocratie : d'une part, il y a la démocratie nationale, avec la légitimité d'Alexis Tsipras et son parti Syriza, le grand vainqueur des élections, et qui porte un discours socio-économique déterminé en effet ; de l'autre, il y a la stratégie européenne de protection de l'euro, de réformes structurelles, de relance des investissements, de sérieux budgétaire. C'est vrai que ces deux « démocraties » sont entrées en collision. On a frôlé la catastrophe, car, même si la Grèce est un petit pays, l'idée qu'il puisse être éjecté de la zone euro était grave potentiellement pour les investisseurs en Europe, partant pour la zone euro, qui était en péril. Il fallait qu'Alexis Tsipras accepte de réviser de manière substantielle ses positions, ce qu'il a fait, acceptant de mettre en place des réformes économiques et sociales. N'oubliez pas que la Belgique a mobilisé sept milliards d'euros pour sauver la Grèce, c'est mon rôle de veiller à ce que nous puissions être remboursés à un moment donné, même si on a accepté des délais.

Alors, après tout cela, l'idée d'assommer l'« alternative », c'est un fantasme ! Nous avions une seule préoccupation : consolider la zone euro, éviter que le basculement de la Grèce ne produise partout un drame économique. C'est cela la réalité.

Vous avez revu Alexis Tsipras depuis lors ?

Souvent. Quelqu'un de très agréable sur le plan relationnel. En quelques mois, il a considérablement évolué dans ses positionnements politiques. Vous maintenez qu'il n'y a pas qu'une et une seule option politique praticable en Europe ?

Moi, je vois des débats vifs au Parlement européen, mais c'est vrai, je constate une forme de consensus au Conseil européen sur le fait qu'il faut travailler désormais dans trois grandes directions : la relance des investissements, les réformes structurelles, le sérieux budgétaire - ce qui n'a rien à voir avec l'austérité, mais consiste à ne pas endetter nos enfants et nos petits-enfants, à payer nos factures maintenant. En attendant, Alexis Tsipras appelle au secours dans la crise des réfugiés, la Grèce doit supporter l'afflux, l'Europe tarde...

Revenons aux faits, il faut réexpliquer ce qui s'est passé : Jean-Claude Juncker avait dit à la Grèce qu'elle devait accepter plus de solidarité européenne pour ce qui concerne le contrôle aux frontières, donc accepter que la Commission européenne intervienne, notamment dans le cadre de Frontex, mais le gouvernement Tsipras refusait tout cela, au nom de la « souveraineté » ; Jean-Claude Juncker a alors brandi la menace : dans ces conditions, la Grèce devrait sortir de la zone Schengen ; et là, Alexis Tsipras s'est ravisé, il a dit oui à la mobilisation des moyens européens, donc au contrôle, par l'Europe, de ses frontières extérieures, ce qui est une urgence absolue désormais en termes de sécurité collective. Voilà les faits.

D.CI

AOUT

Les réfugiés

« *Il y a des différences entre Merkel et moi* »

Avec la crise des réfugiés, on revient à la N-VA, puisque c'est l'un de ses ministres, Theo Francken, qui est projeté au-devant de la scène, appelé à faire une politique qui n'est pas celle de son parti. Problème ? Tous les pays européens ont été surpris par l'ampleur du phénomène, et là aussi, en Belgique, nous agissons très vite, nous décidons, nous tenons notre rôle parfaitement dans un contexte difficile. Notamment : on a ouvert des milliers de places supplémentaires. Je me souviens d'une incapacité totale à opérer de cette façon sous la précédente législature, alors qu'il y avait beaucoup de réfugiés déjà : impossible alors de s'accorder sur un plan de répartition. Là cette fois, c'est fait. Je m'en tiens aux faits. Le ministre assume ses responsabilités.

Pas de divisions dans la majorité ?

Si cela avait été le cas, vous l'auriez remarqué, non ? On a spontanément été sur la même longueur d'ondes.

Tout de même, Bart de Wever a fait des déclarations à contresens.

Dans une démocratie, il y a le gouvernement et les partis politiques qui expriment leurs opinions sur les grands enjeux, c'est normal, cela permet au citoyen de s'orienter.

On a dit qu'Angela Merkel avait fait « le » grand discours en Europe, le discours du grand accueil. Votre analyse ?

Je précise : l'Allemagne n'est pas la Belgique, avec des situations économiques et démographiques différentes, et moi je défends les intérêts de la Belgique. Alors, oui, j'apprécie beaucoup Madame Merkel, une grande dame qui fait avancer le projet européen, qui est sincère dans ses convictions, mais sur la question des réfugiés, il y a des différences entre elle et moi, entre le gouvernement allemand et mon gouvernement : nous pensons, nous, que le message urgent à donner est celui de la sécurité des frontières extérieures, et je pense à la capacité d'avoir un partenariat avec la Turquie afin d'être sûr qu'elle met en œuvre ses engagements à cet égard. C'est la priorité absolue. Madame Merkel, elle, a eu des expressions – ce n'était peut-être pas son but... – qui ont donné l'impression à l'extérieur que l'on pouvait accueillir chez nous des candidats réfugiés de manière infinie. Ces expressions ont peut-être contribué à créer une sorte de « appel d'air ».

Pour ma part, je fais en sorte que la Belgique assure ses obligations internationales ainsi que son devoir moral, qui est d'accueillir ces personnes dignement, cela avant de traiter rapidement les dossiers d'asile, afin de permettre à ceux qui sont dans de mauvaises conditions de rester et aux autres de retourner chez eux.

Il y a eu ici et là quelques assemblées houleuses de citoyens, des gens qui ne veulent pas accueillir de réfugiés dans leur environnement... Et moi, je veux saluer la population belge, qui s'est comportée avec compréhension et dignité ! Je me souviens d'une séquence en télévision qui m'a beaucoup touché... Interviewée quelques semaines plus tard, une personne qui avait été très virulente, dans une commune en Wallonie, disait : « Je me suis emportée, ils sont là, ça se passe bien. » J'ai confiance.

Les réfugiés représentent une aubaine économiquement ?

Des chefs d'entreprise nous avaient envoyé ce message : faites en sorte qu'ils puissent travailler plus rapidement... On a raccourci de six à quatre mois le délai d'accès au marché du travail.

On n'importe pas du dumping social ?

Non. Que l'on soit réfugié ou pas, les règles du droit du travail s'appliquent à tout le monde en Belgique.

SEPTEMBRE

Les Diables rouges

« *Il faut vivre, vivre malgré les menaces, c'est mon message* »

Les Diables rouges volent vers la qualification pour le championnat d'Europe. Un mot ?

Super.

Mais encore ?

Non, c'est une fierté. Les Diables rouges, ça rassemble, et c'est une facette de l'image de la Belgique, de nos talents.

A la Chambre, les députés N-VA n'avaient pas applaudi l'équipe pour la qualification...

Je regrette ce moment, mais ils n'avaient pas voulu applaudir l'oratrice – Laurette Onkelinx, NDLR –, ils ne visaient pas les Diables rouges.

Deux jours plus tard, au parlement flamand, dans les mêmes circonstances, les élus ont applaudi unanimement.

La Belgique peut l'emporter à Paris en juillet 2016 ?

Je vois que Stromae conquiert les États-Unis avec un concert magique au Madison Square Garden, qu'un jeune garçon comme Loïc Nottet danse d'une manière exceptionnelle et gagne, qu'on a eu des joueuses de tennis qui ont fait la force de notre petit pays, c'était hier, alors, demain, Paris...

Le foot, on se rassemble, on va au stade : ça reste vrai par les temps qui courent ?

Il faut vivre, vivre malgré les menaces, vivre malgré les attaques contre nos démocraties. C'est mon message.

D. Cl.

OCTOBRE

Le tax shift

« *Décision socio-économique la plus forte : on déplace 8 milliards d'euros* »

Le tax shift, affaire conclue. Avec la pension à 67 ans, c'est l'autre réforme forte de la suédoise...

Peut-être la décision la plus forte, car elle réduit de 8 milliards d'euros – c'est colossal à l'échelle de la Belgique – la fiscalité sur le travail pour la faire peser sur le capital, la pollution, sans compter d'autres éléments, comme le redesign, la réforme de l'administration.

Vous pouvez affirmer que tout cela pèse 8 milliards ?

A l'horizon 2019, oui. Nous augmentons le pouvoir d'achat, avec des baisses de charges ciblant avant tout des bas et moyens salaires. C'est redistributif.

Ceci est contesté en face, dans l'opposition, qui voit des baisses de charges linéaires, pour tous les revenus.

Je sais, mais il suffit de lire les textes de lois votés au parlement, c'est noir sur blanc. Il y aura au minimum un gain de 100 euros pour 2,2 millions de travailleurs, des bas et moyens salaires.

Pour couvrir l'opération budgétairement, on ne compte pas trop sur un présumé « effet retour » ?

C'est la critique qui avait été formulée pour la réforme fiscale de Didier Reynders il y a quinze ans... Ici, on ne prend pas du tout en compte l'effet retour. Il pourra peut-être nous aider budgétairement dans les prochaines années, mais la réforme en tant que telle n'est pas financée de cette façon, aucunement, elle est financée par le glissement de la charge fiscale du travail vers le capital, l'environnemental, et le redesign.

Vous aviez parlé d'« électrochoc fiscal », fin août 2014, en campagne...

Mais on est même au-delà de la campagne, j'avais parlé d'une réforme de 5 milliards d'euros de façon pluriannuelle, on est à 8 milliards.

Il y aura une relance dans la législation ? Un tax shift II ?

Cette réforme fiscale est monitorée en permanence, elle est basée sur des prévisions naturellement, et se projette jusqu'à la fin de la législature. Après ? Après, il y aura des élections, en 2019, puis un gouvernement et un parlement qui décideront des options fiscales pour l'avenir.

Le VLD dit qu'après le tax shift, il faut s'attaquer maintenant, en 2016, au marché du travail.

C'est un point important. On a engrangé déjà : plus de flexibilité dans l'horaire, les heures supplémentaires, le travail de nuit dans le commerce, avec des milliers d'emplois à la clé pour 2016. On va continuer. En dialoguant. C'est typiquement un sujet de discussion entre partenaires sociaux : comment faire en sorte que le marché du travail soit plus souple, plus en adéquation avec les besoins de la vie économique.

L'idée d'ouvrir les magasins le dimanche ?

Le sujet tourne au Parlement depuis très longtemps, il n'y a pas de décision, ce n'est pas dans l'accord de gouvernement.

D. Cl.

NOVEMBRE

Les attentats

« *Pour des votes majorité avec opposition* »

« Charlie hebdo » en janvier, Paris et le Bataclan le 13 novembre, avec focus sur la Belgique : toujours la même conviction d'avoir réagi au mieux ?

Depuis Verviers, nous avons agi en âme et conscience, et j'ai la conviction que nous avons fait ce que nous devions faire cette fois encore, après les attaques à Paris. Nous avons opéré vite et bien, dans un contexte de menace importante, vous le savez. Les enquêtes en cours, je ne commente pas, évidemment. J'en reste là. Mais je pense aussi aux mesures prises par le gouvernement dans le domaine de la sécurité, qui seront discutées au Parlement dans les prochaines semaines.

Sécurité, libertés, il y a une balance à trouver comme toujours, un équilibre, et j'espère que sur beaucoup de points, on aura des votes rassembleurs à la Chambre, majorité et opposition. Bien sûr, les différences vont persister, mais partager un socle commun de valeurs, c'est important, et plus encore de l'exprimer au moment où nos démocraties sont mises en danger par des fanatiques.

A propos de concorde, dans la majorité, certains, à la N-VA, ont dit qu'il fallait nettoyer Molenbeek, ont parlé d'« islam-socialisme », ce genre de choses. Dérapages au passage ?

Il y a des expressions de l'opposition, des expressions de la majorité, qui expriment des opinions, c'est courant, et moi, comme Premier ministre, je veux juste être utile, prendre des décisions qui améliorent la situation, pour tous. Je suis dans l'action et dans l'avenir, pas du tout dans le procès du passé.

Est-ce qu'il y a du fanatisme ? Oui. C'est nouveau ? Non. C'est propre à la Belgique ? Non, il y a la France, l'Italie, l'Allemagne, tous. Est-ce qu'on doit prendre le problème à la racine ? Oui.

A-t-on longtemps eu des difficultés pour ouvrir le débat politique sur le radicalisme ? Oui, avec des tabous, dans tous les partis. Quand quelqu'un disait qu'il fallait pouvoir mettre de l'ordre dans les mosquées radicales, les centres culturels extrémistes, le débat tournait court : raciste, xénophobe !, et c'était terminé.

Pour conclure, aujourd'hui, quand je vois la montée en puissance des populismes de droite comme à l'extrême gauche, je dis que la meilleure réponse, c'est l'action.

D. Cl.

DECEMBRE

Le FN

« *La population veut des actes* »

Le FN monte en France, les partis forts « traditionnels » sont à la traîne, débordés aux extrêmes...

Je ne partage pas cette analyse. Il y a quinze ou vingt ans, Haider avait gagné en Autriche, on n'a pas parlé de séisme pour autant ; même chose aux Pays-Bas avec Pim Fortuyn ; au quand des partis populistes extrémistes progressent au Danemark, en Finlande. Je n'ai pas été étonné par la progression du FN en France. Je m'étonne toujours qu'on s'étonne. Le meilleur antidote, c'est d'agir. En veillant à ce que les décisions prises soient couronnées par des résultats. C'est le sens de mon engagement au « Seize ». Nous agissons.

Vous voulez dire que ce n'est pas le cas en France ?

Beaucoup moins qu'en Belgique. Voyez leur situation sur les plans économique, budgétaire, les réformes structurelles... Voyez les évaluations de la Commission, de l'OCDE, du FMI...

Pourtant, on dit que Valls, c'est comme Michel.

Il a un discours, en effet, dans lequel je peux me reconnaître pour une part, mais les actes, là... L'action économique et sociale que nous menons depuis quinze mois est sans commune mesure avec ce qui se passe en France depuis plusieurs années.

Certains soutiennent qu'avec un peu de leadership à la droite de la droite chez nous, on verrait bourgeonner un FN maison...

Avec des « si », on met Paris en bouteille.

Vous qui connaissez le pays, vous n'avez pas ce sentiment ?

Je prends très au sérieux la montée de mouvements extrémistes, à l'extrême droite, extrême gauche, d'autres mouvements populistes aussi en Europe, et je suis convaincu qu'il y a une attente gigantesque de la population pour que les politiques apportent des réponses, pas avec des mots mais avec des actes.

Premier ministre à 40 ans, ce que je veux incarner, c'est le leadership d'un gouvernement qui pose des actes. Quand on se contente de faire des déclarations – et la politique a beaucoup fait ça par le passé – on paie la facture tôt ou tard. La marque de ce gouvernement, c'est l'action. Alors, on est exposé, et fatalement, on est confronté à des forces hostiles, des critiques, des caricatures, des contre-vérités.

Et quand je dis « action », c'est concret, ma ligne de conduite pour chaque décision au Conseil des ministres est celle-ci : est-ce efficace pour le développement économique ? pour la création d'emplois ? pour la protection sociale ? Sérieux budgétaire, réformes structurelles : on met en ordre notre système économique et social.

La suédoise est « libérale », « sociale-démocrate », à droite, oui, non ? Votre label idéologique ?

Je ne veux pas utiliser des mots dont on pourrait instrumentaliser le contenu.

D. Cl.